



Le Président

M. Emmanuel Macron
Président de la République française
Palais de l'Élysée
55 Rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris

Paris, le **28 MAI 2024**

Monsieur le Président de la République,

Dans votre interview à l'Express publiée le 23 mai dernier, vous avez affirmé que les dépenses des collectivités locales seraient responsables de la dérive des comptes publics.

Ce n'est pas la première fois que cet argument est mobilisé par l'Exécutif pour justifier l'état catastrophique des finances publiques. Les propos du ministre de l'Économie devant la commission des finances de l'Assemblée nationale le 6 mars dernier en sont une expression.

L'AMF, aux côtés d'autres associations de collectivités, a dénoncé ces propos en apportant des arguments chiffrés. D'autres institutions, à l'instar de la Cour des comptes, dressent également un diagnostic différent du vôtre.

Or, il me semble nécessaire d'éviter toutes polémiques inutiles et toutes incompréhensions, de surcroît sur un sujet aussi grave et qui engage l'avenir de notre pays.

C'est pourquoi, soucieux de travailler à partir de constats et de diagnostics partagés, donc de concourir à la bonne information des citoyens, je vous propose que nous en débattions publiquement ensemble, dans les semaines suivant les élections européennes, ou si vous le préférez à l'occasion du prochain Congrès des maires.

J'ai noté que vous étiez particulièrement disposé à vous prêter à cet exercice, comme en témoignent « le grand débat » de 2019, que vous avez initié après la crise des gilets jaunes résultant de la hausse de la fiscalité sur le carburant et de la limitation de la vitesse de circulation routière à 80km/h, ainsi que le débat que vous aviez souhaité organiser à l'occasion du salon de l'agriculture cette année, ou encore récemment la proposition que vous avez faite à la députée Marine Le Pen.

Au-delà de la nécessité de partager les constats pour bâtir des politiques publiques efficaces, notre débat serait un témoignage du respect que vous portez aux collectivités.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie de croire, Monsieur le Président de la République, à l'assurance de ma haute considération.

*Avec mes plus cordiales et
respectueuses salutations.*

David LISNARD